

Ministère chargé
des pêches
maritimes

Demande de permis de mise en exploitation (Pêche maritime)

Le code rural des pêches maritimes et notamment les articles R921-13 et suivants

Cadre réservé à l'administration		
Date de la demande	Date de réception	Numéro PME sous NAVPRO
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Cadre réservé à l'administration régionale		
Date de la demande	Date de réception	Numéro PME sous NAVPRO
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

1. Objet du PME sollicité

- | | |
|---|--------------------------|
| PME pour construction | <input type="checkbox"/> |
| PME pour importation | <input type="checkbox"/> |
| PME pour augmentation de capacités : puissance (KW) et tonnage (GT) | <input type="checkbox"/> |
| PME pour augmentation de puissance (KW) | <input type="checkbox"/> |
| PME pour augmentation de tonnage (GT) | <input type="checkbox"/> |
| PME pour augmentation de tonnage sécurité (GT'S) | <input type="checkbox"/> |
| PME pour réarmement après une période d'inactivité | <input type="checkbox"/> |
| PME pour armement à la pêche suite à une autre activité | <input type="checkbox"/> |

2. Nature du PME sollicité

- | | |
|--|--------------------------|
| PME autre article R921-13 du code rural des pêches maritimes | <input type="checkbox"/> |
| PME autre en partie gagée | <input type="checkbox"/> |
| PME autre non gagé | <input type="checkbox"/> |
| PME un pour un | <input type="checkbox"/> |
| PME de droit | <input type="checkbox"/> |

3. Informations et coordonnées du demandeur (personne physique)

Nom, prénom	<input type="text"/>		
Adresse			
N° voie	Extension	Type de voie	<input type="text"/>
Nom de voie	<input type="text"/>		
Lieu-dit ou boîte postale	<input type="text"/>		
Code postal	Localité	<input type="text"/>	
N° de téléphone	<input type="text"/>		
Adresse électronique	<input type="text"/>		

4. Informations et coordonnées du demandeur (personne morale)

Nom, prénom	<input type="text"/>		
Raison sociale	<input type="text"/>		
N° SIREN/SIRET	<input type="text"/>	Forme juridique	<input type="text"/>
Adresse			
N° voie	<input type="text"/>	Extension	<input type="text"/>
	Type de voie <input type="text"/>		
Nom de voie	<input type="text"/>		
Lieu-dit ou boîte postale	<input type="text"/>		
Code postal	<input type="text"/>	Localité	<input type="text"/>
N° de téléphone	<input type="text"/>		
Adresse électronique	<input type="text"/>		

5. Adhésion à une organisation de producteurs

J'adhère à	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>
Je vais adhérer à	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>

6. Activité du navire en projet

Engin		Zone		Espèces et prévisions de capture (en tonnes) par espèces (code FAO)
DRB	<input type="checkbox"/>	Mer Celtique	<input type="checkbox"/>	
FPO	<input type="checkbox"/>	Mer du Nord	<input type="checkbox"/>	
GND	<input type="checkbox"/>	Manche Ouest	<input type="checkbox"/>	
GNS	<input type="checkbox"/>	Manche Est	<input type="checkbox"/>	
GTR	<input type="checkbox"/>	Atlantique Ouest	<input type="checkbox"/>	
LHP	<input type="checkbox"/>	Atlantique Est	<input type="checkbox"/>	
LLD	<input type="checkbox"/>	Ouest Ecosse	<input type="checkbox"/>	
LLS	<input type="checkbox"/>	Golfe de Gascogne	<input type="checkbox"/>	
LTL	<input type="checkbox"/>	Golfe du Lyon	<input type="checkbox"/>	
OTB	<input type="checkbox"/>	Autres zones de Méditerranée	<input type="checkbox"/>	
OTM	<input type="checkbox"/>	Eaux Islandaises	<input type="checkbox"/>	
PS	<input type="checkbox"/>	Eaux Norvégiennes	<input type="checkbox"/>	
Autre engin : préciser	<input type="checkbox"/>	Féroé	<input type="checkbox"/>	
		Jersey	<input type="checkbox"/>	
		Autre zone : préciser	<input type="checkbox"/>	

7. Description du navire objet de la demande de PME

Nom du navire			
N° d'immatriculation		N° IMO	
Longueur Hors Tout		Jauge GT Londres	Puissance kW
Quartier d'immatriculation		Port d'exploitation	Chantier de réalisation
Date du contrat		Date de mise en chantier	Date de livraison
Aides publiques	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	

8. Description du navire engagé au retrait ou de la décision PME pour l'attribution du PME

Engagement de retrait d'un navire

Nom du navire			
N° d'immatriculation			
Nom du propriétaire			
Nom de l'armateur			
Organisation de Producteurs			
Longueur Hors Tout		Jauge	Puissance
Type			
Quartier d'immatriculation		Port d'exploitation	
Date d'acquisition			
Raisons de sortie de flotte :			
Destruction par naufrage <input type="checkbox"/>		Destruction non aidée <input type="checkbox"/>	Destruction aidée <input type="checkbox"/>
Exportation intra UE <input type="checkbox"/>		Exportation Hors UE <input type="checkbox"/>	
Passage en rôle hors pêche (Plaisance ou Commerce) <input type="checkbox"/>		Arrêt d'activité définitif <input type="checkbox"/>	
Date prévisionnelle de sortie de flotte			

A dupliquer

Engagement de retrait d'une décision

N° de la décision		Date de la décision	
Arrêté PME attributif			
Nom du bénéficiaire			
Raisons de l'abandon du PME :			
Changement de projet <input type="checkbox"/>		Augmentation de capacité <input type="checkbox"/>	
Autres <input type="checkbox"/>	(à détailler)		

A dupliquer

9. Présentation du projet d'exploitation du demandeur

10. Liste des documents à fournir

Dossier de demande (au dépôt)

	Points vérifiés	Pièces à fournir	
Identité du demandeur	1/Vérifier la présence des pièces justifiant de l'identité du demandeur si personne physique	Copie de la pièce d'identité valide	<input type="checkbox"/>
	2/Vérifier la présence des pièces justifiant de l'identité du demandeur si personne morale	Extrait Kbis de l'armement datant de moins de 3 mois	<input type="checkbox"/>
Propriété du navire en projet	1/Vérifier que le promoteur est le demandeur (cas d'une construction)	Devis du chantier si disponible, sinon estimation du coût par le porteur de projet	<input type="checkbox"/>
	2/Vérifier que l'acquéreur est le demandeur (cas d'un achat de navire)	Acte de vente, promesse de vente si disponible, sinon estimation du prix d'achat par le vendeur	<input type="checkbox"/>
	3/ Vérifier que le demandeur est le propriétaire (cas d'une modification d'un navire actif)	Copie de l'acte de francisation	<input type="checkbox"/>
	4/Vérifier que l'importateur est le demandeur (cas d'une importation)	Pour un navire UE : extrait du Fleet register* Pour un navire étranger : tout document officiel du pavillon	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Navire au retrait	1/Vérifier le pavillon du navire et son statut d'activité	Extrait de la licence UE ou état sur Vénus*	<input type="checkbox"/>
	2/Vérifier que le demandeur est bien propriétaire de son navire depuis au moins 2 ans	Extrait de la fiche Astérie ou Vénus à la date du dépôt de la demande*	<input type="checkbox"/>
		Pour un navire en construction, pas de vérification Pour un navire présentant de meilleures garanties de sécurité et de confort, attestation du CSN*	<input type="checkbox"/>
3/Vérifier les capacités du navire	Fiche navire (extrait de Vénus)*	<input type="checkbox"/>	
Validité économique du projet	1/Vérifier la projection d'exploitation	Prévisions de résultats de l'exploitation	<input type="checkbox"/>
	2/Vérifier la solvabilité	Attestation bancaire Comptes de résultats de l'année n-1 (uniquement pour les demandeurs actifs)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Validité halieutique	1/Vérifier les quotas (capture et effort)	Attestation de l'OP	<input type="checkbox"/>
	2/Vérifier les autorisations de pêche	Extrait SISAAP (demande de réservations)*	<input type="checkbox"/>
	3/Vérifier la situation du segment (à l'équilibre, à surveiller ou en déséquilibre)	Site ALFRESCO "navires et segments de flotte français"*	<input type="checkbox"/>

Décision d'acceptation

Validité de la décision	1/Vérifier les capacités octroyées avec les capacités allouées à l'arrêté fixant un contingent exprimé en puissance et en jauge pour la délivrance de permis de mise en exploitation de navires de pêche	Capacités associées au projet dans le courrier de notification des demandes acceptées, reportées ou refusées à l'arrêté*	<input type="checkbox"/>
	2/Vérifier l'instruction des navires au retrait ou des PME	Navires engagés au retrait dans NAVPRO PME*	<input type="checkbox"/>
	3/Vérifier le délai	Article R921-14 du code rural et de la pêche maritime*	<input type="checkbox"/>

Lors de l'armement

Sur la capacité	1/Certifier la puissance nominale maximale du moteur	+ de 25 mètres : attestation d'une société de classification	<input type="checkbox"/>
		- de 25 mètres : attestation du motoriste	<input type="checkbox"/>
Sur le demandeur	2/Vérifier que les capacités soient égales ou inférieures à celles octroyées sur le PME	Extrait de NAVPRO PME*	<input type="checkbox"/>
	1/Vérifier que l'armement est bien le bénéficiaire du PME	Extrait de NAVPRO PME*	<input type="checkbox"/>
	2/Vérifier que l'activité (engin) est conforme à l'activité déclarée sur la demande	Demande de PME*	<input type="checkbox"/>
	3/Vérifier le retrait de flotte des navires engagés au retrait	Extrait de NAVPRO PME ou de Vénus*	<input type="checkbox"/>

*Documents à fournir par les services

11. Engagement et signature

La preuve de la sortie de flotte des navires actifs remplacés devra être apportée par la production par le promoteur de la radiation de l'acte de francisation de ces navires par les services des douanes. Ce document devra parvenir à l'autorité régionale administrative compétente avant le premier armement administratif du navire bénéficiaire du permis de mise en exploitation.

Je (nous) déclare (déclarons) être pleinement informé(s) qu'en cas de non respect de l'engagement de procéder à la sortie de la flotte du navire mentionné ci-dessus, je(nous) perdrai(perdront) le bénéfice des aides publiques qui m'auraient (nous auraient) été éventuellement accordés pour la réalisation de ce(s) projet(s).

Je (nous) m'engage (nous engageons), en cas d'octroi du permis de mise en exploitation pour
..... à sortir de flotte sans aide publique le(s) navire(s) mentionné(s) ci-dessus.

Fait à :

Le, _ _ _ _ _

Signature du demandeur

Conformément à l'article R921-10 du code rural et des pêches maritimes, le silence gardé par l'autorité administrative, pendant un délai de deux mois, sur une demande de permis de mise en exploitation vaut décision de rejet.